



LE DEVOIR

Reid veut des ententes locales

Le ministre de l'Éducation vise d'abord le réseau primaire et secondaire

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Le ministre de l'Éducation pose un jalon de plus à la lutte patronale pour une organisation du travail plus souple: ouvrant la porte à des ententes locales, Pierre Reid souhaite que la négociation avec les en-

seignants permette d'activer une clause favorisant les ententes entre syndicats locaux et commissions scolaires, en dehors des balises nationales.

L'annexe XII, un dispositif ajouté en 2000 à la convention collective des enseignants pour permettre justement plus de souplesse dans l'organisa-

tion du travail, est «inopérante», s'est désolé hier en entrevue éditoriale au *Devoir* le ministre de l'Éducation, Pierre Reid. «Pour donner plus de souplesse dans l'école, on veut mettre en application une clause qui avait été rendue plus ou moins applicable dans la dernière négociation», a-t-il expliqué, évoquant cette an-

nexe, qui n'a été utilisée que quelques rares fois.

Elle stipule que «lorsque les enseignants croient qu'on pourrait faire les choses différemment, on leur permet de le faire». Mais elle «est devenue inopérante

VOIR PAGE A 8: ENTENTES

Santé: Ottawa maintient les provinces dans le vague

MANON CORNELIER

Ottawa — À moins de deux semaines du début de la conférence des premiers ministres sur la santé, les provinces n'en savent pas beaucoup plus sur les intentions du gouvernement fédéral que ce que Paul Martin a dévoilé en campagne électorale.

Plusieurs aspects de la plate-forme libérale suscitent des questions dans les provinces, en particulier le fait qu'Ottawa veuille cibler certains investissements, ce qui équivaudrait à établir des priorités dans un domaine de compétence provinciale. Malgré cela, Ottawa a offert très peu de détails supplémentaires aux provinces depuis le dévoilement de son plan, le 25 mai dernier, et aucun document préparatoire ne leur a encore été fourni, a-t-on confié au *Devoir* dans deux capitales provinciales.

Dans l'entourage de deux premiers ministres et de deux ministres provinciaux, on ajoute qu'il n'y a pas eu encore de rencontre préparatoire officielle entre Ottawa et les provinces où des fonctionnaires, par exemple, auraient échangé des propositions ou déblayé le terrain en vue de la rencontre du 13 septembre prochain.

VOIR PAGE A 8: PROVINCES

IRAQ

Sursis de 24 heures pour les otages français

De nombreuses voix s'élèvent dans le monde arabe contre le rapt des deux journalistes

Bagdad — Les deux journalistes français retenus en otages en Irak ont appelé hier soir leurs compatriotes à manifester contre l'interdiction du voile islamique dans les écoles publiques, en soulignant que leur vie était en danger.

En outre, al-Jazira a annoncé que les ravisseurs des deux Français avaient repoussé de 24 heures l'ultimatum fixé au gouvernement français pour annuler cette loi. «Nous exhortons le peuple français [...] à sortir pour manifester afin de réclamer l'annulation de la loi sur l'interdiction du voile parce que notre vie est en danger», a déclaré l'un des deux journalistes, selon une vidéo diffusée par la chaîne satellitaire al-Jazira du Qatar.

«J'appelle le président Chirac et le gouvernement français à montrer de bonnes intentions à l'égard du monde arabe et musulman, en abrogeant immédiatement la loi», a déclaré en anglais Christian Chesnot.

VOIR PAGE A 8: OTAGES

Lire aussi en page A 5

■ Des activistes wahhabites parmi les ravisseurs

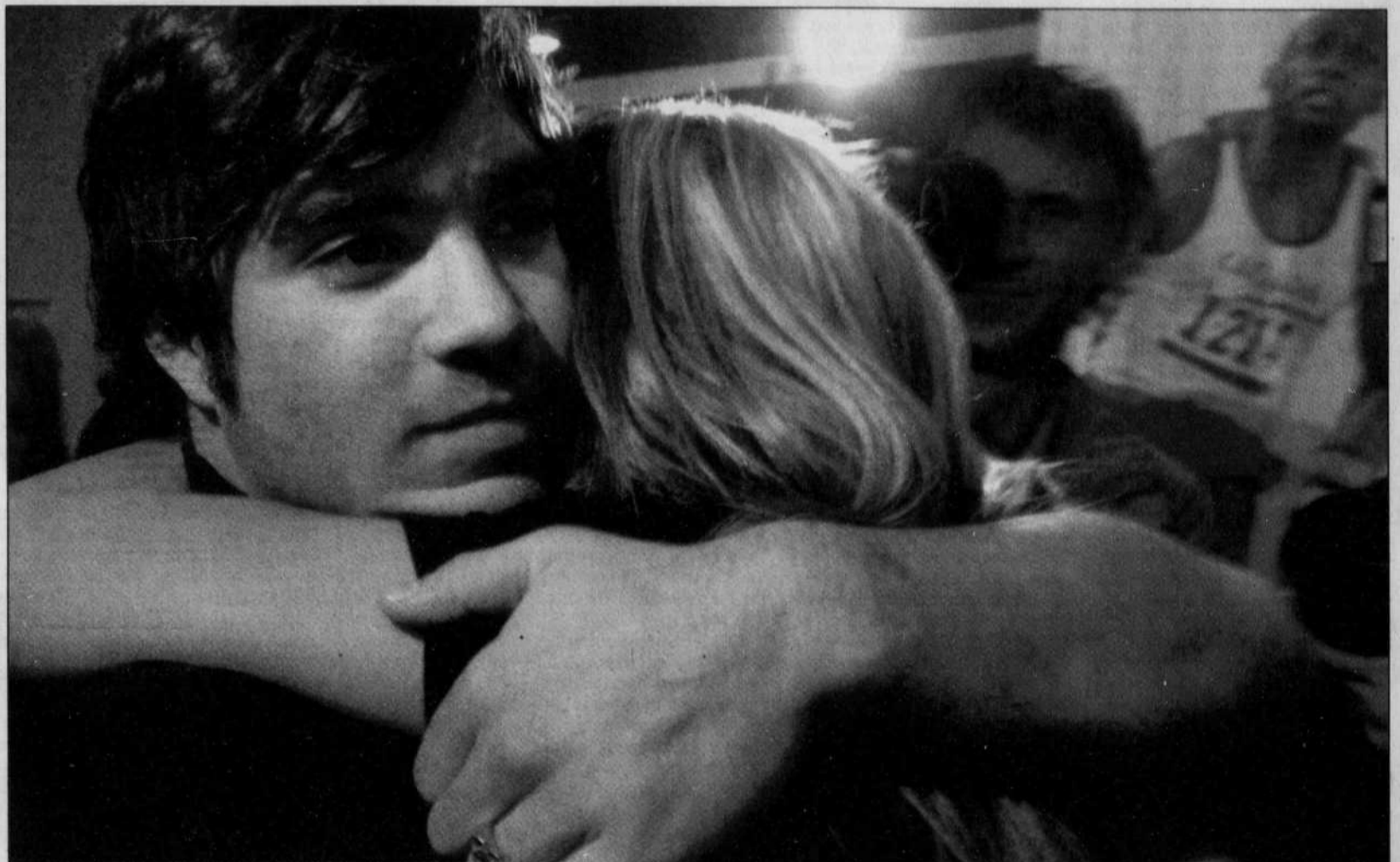
■ L'imam «assagi» fait son entrée en politique

INDEX

7	Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
8	Avis publics.....	B 5	Météo.....	B 5
	Culture.....	B 8	Monde.....	A 5
	Décès.....	B 4	Mots croisés.....	B 4
	Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
	Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



De retour d'Athènes



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

C'EST DANS les bras de son amoureuse, Julie, qu'Alexandre Despatie a plongé, hier, à son arrivée à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau. Une centaine de personnes étaient présentes pour accueillir la quarantaine d'athlètes qui revenaient au pays au lendemain de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques. Déçu d'avoir raté le podium à la tour de 10 m, mais satisfait de sa médaille d'argent au 3 m, Despatie a dressé un bilan positif de son expérience. Nos informations en page B 5.

HORS-JEU

Du hockey, avant qu'il n'y en ait plus

Comment faire une transition en douceur des Jeux olympiques à la Coupe du monde de hockey sur glace? Un truc: puiser inspiration dans des pensées inspirées. Celle-ci, par exemple: l'important n'est pas de gagner. Ce qu'on vous a rebattu les marteaux, les étriers et les enclumes avec cette formule figée, ces deux dernières semaines, surtout au vu d'un Canada qui hein, comment dire, livrait peut-être la marchandise, mais à la mauvaise adresse! Et ce qu'on vous a certifié que c'était Pierre de Coubertin qui avait pondu l'éloquente formule à l'usage des vaincus!

Or l'histoire est beaucoup plus compliquée que cela. Pour la résumer sans un détour de dix-sept paragraphes, mettons que le baron avait pa-

raphrasé, un beau jour de 1908, M^r Ethelbert Talbot, évêque de Pennsylvanie, qui lui-même avait cité saint Paul de travers. Saint Paul, soit dit en passant, était un virtuose des sports équestres, hautement médaillable, jusqu'à ce qu'il chute malencontreusement de sa monture dans le derby de Damas. Puni de deux dixièmes de points, il décida dès lors de se consacrer à autre chose, en l'occurrence écrire aux Thessaloniens. Pour vous situer un peu, dans un courriel aux Corinthiens, saint Paul écrivit: «Ne savez-vous pas que ceux qui courent dans le stade courent tous, mais qu'un seul remporte le prix? Courez de manière à le remporter.»

Comme adhésion au club des mal cités, de ceci au baron qui dit que «l'important dans ces Olympiades est

moins de gagner que d'y prendre part», avouons que ça en jette. Coubertin avait du reste l'habitude de piquer des affaires aux autres. Plus haut plus loin plus fort, par exemple, c'est du père Didon, prêtre d'Arcueil. Mais ça nous laisse un peu trop loin de Mario Lemieux et de Jay Bouwmeester pour nous y attarder. Si en effet une épître (aux Rogatiens, mettons) était rédigée par un homme de hockey de notre temps, elle s'amorcerait, se poursuivrait et se conclurait par «C'est quelque chose que et puis euh.»

Mais ce qui ne peut honnêtement être un hasard, c'est que les matchs de cette Coupe du monde disputés en terre des États-Unis le seront au Minnesota. A St. Paul.

Toute est dans toute.

VOIR PAGE B 6: HOCKEY

Un spectre hante notre siècle: le transhumanisme

C'est l'idéologie la plus dangereuse de notre temps, soutient le célèbre penseur américain Francis Fukuyama

ANTOINE ROBITAILLE

Le transhumanisme est l'idéologie qui pose «le plus grand risque au bien-être de l'humanité», soutient Francis Fukuyama, un des intellectuels américains les plus connus. Il répondait à une question posée par la revue américaine *Foreign Policy*, qui a recueilli les réponses de huit chercheurs américains et qui les publie dans son numéro de septembre-octobre.

La World Transhumanist Association ou Association mondiale du transhumanisme (AMT), a tenu son congrès à Toronto cet été (voir nos re-

portages du 7 et du 9 août). Dans son article du *Foreign Policy*, Fukuyama explique que cette idéologie est «un curieux mouvement de libération» qui cherche ni plus ni moins à «affranchir la race humaine de ses contraintes biologiques». Une idéologie technophile prônant «le dépassement de l'imparfaite espèce humaine par une cyber-humanité idéale», selon la définition proposée récemment par le Sénat français dans un de ses comités de prospective.

Autrement dit, affirment les transhumanistes, il y a eu quelque chose comme une humanité avant l'homo sapiens, faite d'australopitèques et d'hommes de Cro-Magnon. Il faut

maintenant imaginer ce qu'il y aura «après homo sapiens»; et même accélérer son avènement. Quoi exactement? Les transhumanistes répondent: des post-humains, des êtres plus forts, plus intelligents, plus résistants, à la longévité presque infinie. Contrairement à l'homo sapiens, ils ne seront pas le produit de l'évolution, mais le fruit de technologies qui convergent présentement: la robotique, la bioinformatique, les neurosciences, la génomique et les nanotechnologies. Pour l'instant, on ignore quelle forme ces «surhumains» prendront exactement.

VOIR PAGE A 8: SPECTRE



ERIC FERBERG APF

Les transhumanistes risquent «de défigurer l'humanité avec leurs bulldozers génétiques et leurs centres commerciaux de psychotropes», croit Francis Fukuyama.

LE MONDE

IRAK

Des activistes wahhabites parmi les ravisseurs

MOUNA NAÏM
JEAN-PIERRE STROOBANTS

Les contacts avec l'Armée islamique en Irak, qui a revendiqué l'enlèvement des journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, semblent très difficiles. Mouzhar al-Douleimi, président de la Ligue pour la défense des droits du peuple irakien, a toutefois affirmé au Monde, le 28 août, avoir réussi, par l'entremise de son association à Bagdad, à établir, le même jour, un contact avec ce groupe, qu'il a exhorté à «ne pas nuire aux deux journalistes et à les libérer, en raison de la position honorable du gouvernement et du peuple français envers l'Irak».

M. al-Douleimi, qui affirme avoir agi de son propre chef, dit avoir obtenu de l'Armée islamique «un accord de principe» pour les épargner. M. al-Douleimi est membre de la puissante tribu des al-Douleimi, dont certains cheikhs ont joué un rôle efficace dans la remise en liberté d'otages étrangers en Irak. Il affirme ainsi avoir été la cheville ouvrière de la libération, en avril, de trois otages japonais qu'il avait remis au Comité des oulémas, dont le rôle dans leur remise en liberté est connu.

Dans la nébuleuse des groupes qui pratiquent la violence en Irak, l'Armée islamique apparaît comme l'un des deux plus cruels — le second, al-Tawhid wal Jihad, se réclamant du Jordanien Abou Moussab al-Zarkawi, qui agit sous le label al-Qaïda et que les Américains tiennent pour l'ennemi numéro un en Irak. L'Armée islamique, selon une source bien informée, est composée d'Irakiens sunnites d'obédience «wahhabite», un qualificatif devenu passe-partout pour désigner un courant musulman orthodoxe obtus, s'inspirant de Mohammed Abdel Wahhab, le père de l'islam saoudien. Elle ne comprendrait qu'une poignée de non-Irakiens et serait bien implantée dans les régions sunnites.

L'Armée islamique est l'un des deux groupes à avoir revendiqué le meurtre de quatre Américains, le 31 mars, à Fallouja, dans le triangle sunnite à l'ouest de Bagdad. Les corps de deux des quatre victimes avaient été mutilés. C'est la même Armée islamique qui a revendiqué l'enlèvement, il y a une dizaine de jours, puis l'assassinat du journaliste italien, Enzo Baldoni, ainsi que de deux ressortissants pakistanais, à la fin juillet.

Pour libérer Baldoni, l'Armée islamique exigeait le retrait des forces italiennes d'Irak, ce que Rome a refusé. Le Pakistan n'appartient pas à la coalition occupante de l'Irak, mais les deux Pakistanais exécutés étaient employés par l'armée américaine.

L'Armée islamique est également l'auteur d'autres rapt: celui d'un camionneur philippin, début juillet, qui a fini par être libéré après que Manille avait cédé aux injonctions des ravisseurs et retiré prématurément son petit contingent d'une cinquantaine de soldats, qui se consacraient en Irak à des tâches humanitaires. Le chauffeur irakien des deux victimes pakistanaises a, lui aussi, été épargné. L'Armée islamique, qui accuse Téhéran d'ingérence dans les affaires intérieures irakiennes, a également enlevé, le 4 août, un diplomate iranien, Feireyoudou Jahani, qu'elle retient toujours.

En demandant à la France d'abroger la loi sur le voile, l'Armée islamique déroge pour la première fois au leitmotiv répété à l'occasion de chacune de ses revendications, et qui consiste à réclamer le retrait des troupes étrangères d'Irak. L'autre nouveauté tient au fait que le groupe ne dit pas ce qu'il ferait si le gouvernement français n'accédait pas à sa «demande».

Dans ses communiqués sur Internet, ce mouvement affirme avoir attaqué les forces américaines, la police et les gardes nationaux qu'il surnomme «les boucliers humains de l'ennemi». Il compte plusieurs brigades aux appellations évocatrices de grands hommes ou de grands moments de l'histoire musulmane.

La menace des réseaux islamistes (liés de près ou de loin à al-Qaïda) contre la France n'a jamais cessé, estimant les services européens du contre-terrorisme avant la revendication de l'enlèvement de Christian Chesnot et Georges Malbrunot. Pour eux, la France, en dépit de sa position à l'égard du conflit irakien, n'était à l'abri ni d'un attentat sur son territoire ni d'une action à l'étranger. L'attaque contre le pétrolier Limburg, en octobre 2002, ou celle contre des personnels de la construction navale au Pakistan en avaient déjà donné une indication.

L'appel lancé en février par Ayman al-Zawahiri, le médecin égyptien présenté comme le numéro deux d'al-Qaïda et l'inspirateur d'Oussama ben Laden, lors du débat français sur le port du voile, avait, lui aussi, été pris au sérieux par les spécialistes. Parce que le ton employé était conforme à la phraséologie d'al-Qaïda et dénotait l'importance que la direction du mouvement conférerait à cette affaire. Le message évoquait, entre autres choses, «la rancune des croisés occidentaux contre les musulmans» et avait été très vite interprété comme une menace réelle.

Dans la foulée de cet appel, plusieurs sites Web islamistes avaient tenté de mobiliser contre la France.

Le Monde

Allaoui et la France

Paris — Les déclarations du premier ministre irakien Iyad Allaoui, qui, à la suite de l'enlèvement des deux journalistes français en Irak, a critiqué la position de la France sur le terrorisme «ne sont pas acceptables», a déclaré hier la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay, Cécile Pozzo di Borgo.

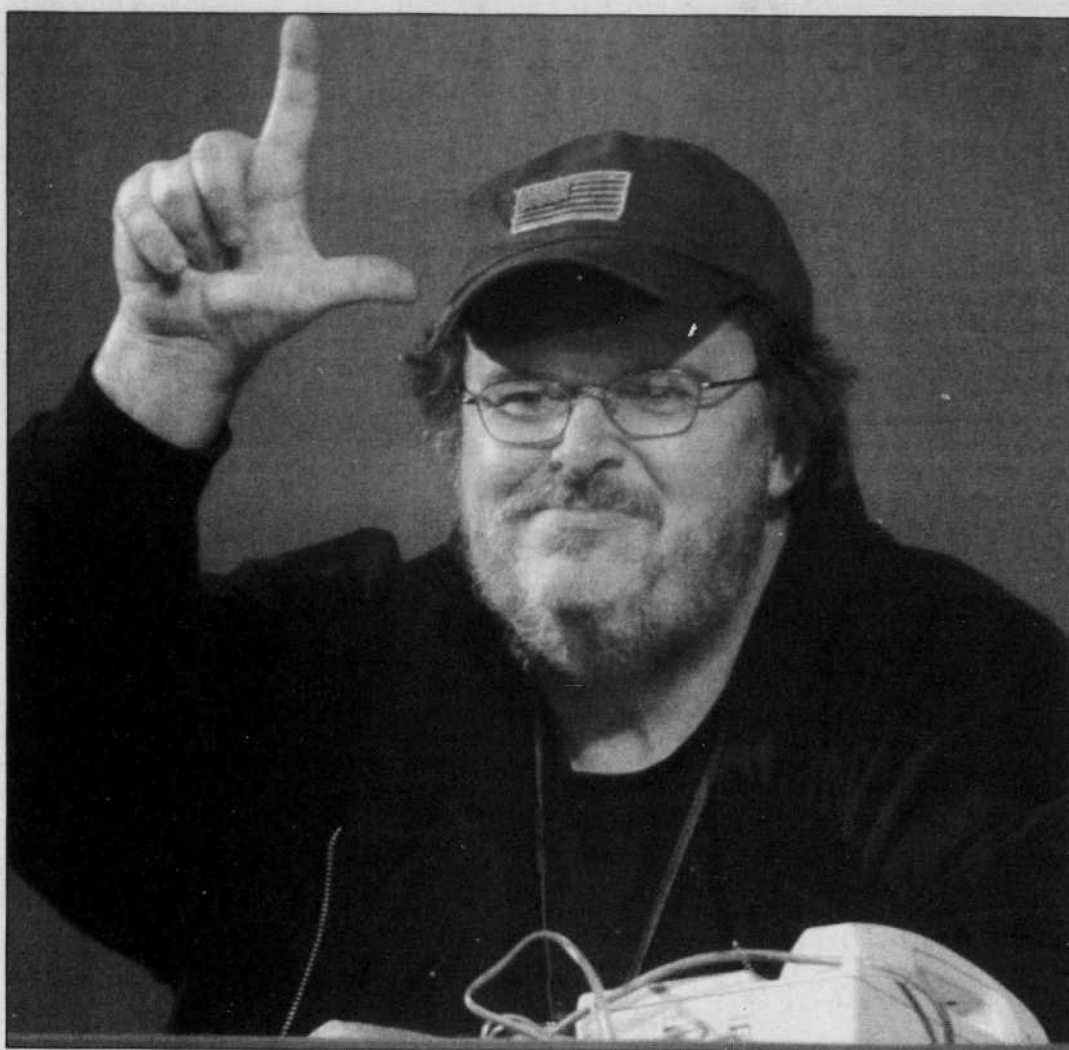
«Ces déclarations semblent en effet jeter un doute sur la détermination de la France dans la lutte contre le terrorisme [...] La France mène sans relâche une action résolue contre ce fléau et elle a toujours apporté son soutien et sa contribution à toutes les initiatives de la communauté internationale dans ce domaine», a-t-elle ajouté.

Paris rappelle ensuite que la France a «plaidé en permanence pour la recherche d'une solution politique» en Irak et estime que «la tenue d'élections libres et démocratiques doit permettre de réunir les conditions d'une véritable reconstruction politique et économique de l'Irak».

M. Allaoui avait déclaré hier matin à la presse internationale que l'enlèvement des journalistes français montrait qu'il «n'y a pas de neutralité possible» en Irak et que ceux qui ne «combattent pas» aux côtés du gouvernement n'échappent pas au terrorisme.

«Aucun pays civilisé ne peut se dérober. La lutte contre le terrorisme doit être globale, car le défi est vraiment global. Il n'y a pas de neutralité possible, comme le montre l'enlèvement des journalistes français [...] Personne ne sera épargné. Ceux qui ne combattent pas avec nous, se retrouveront bientôt avec des terroristes chez eux», avait-il ajouté.

Agence France-Presse



Le cinéaste Michael Moore, qui se trouvait à la tribune de la presse hier soir, a nargué les congressistes républicains après que le sénateur McCain les eut invités à huer le documentaire Fahrenheit 9/11 et son réalisateur.

Ouverture de la convention républicaine

Le sénateur McCain appelle à l'unité des Américains contre le terrorisme

New York — Le sénateur républicain modéré John McCain a appelé hier soir les Américains à rester unis dans la lutte contre le terrorisme, évoquant ses «amis» démocrates et se refusant à lancer des attaques contre John Kerry.

«Mes amis au sein du parti démocrate, et je suis heureux de pouvoir appeler nombre d'entre eux mes amis, nous assurent partager notre conviction que l'obligation la plus importante de notre gouvernement est de remporter la guerre contre le terrorisme et je ne mets pas en doute leur sincérité», a déclaré John McCain devant la convention républicaine à New York.

«Ils soulignent que l'action militaire seule ne suffira pas à nous protéger, que cette guerre se livre sur de nombreux fronts, les tribunaux, les institutions financières, dans le monde du renseignement et par la diplomatie. Ils affirment que l'Amérique a besoin de l'aide de ses amis pour combattre un mal qui nous menace tous, que nos alliances sont aussi déterminantes pour la victoire que le sont nos armées. Nous sommes d'accord», a affirmé le sénateur de l'Arizona.

Il est un ami de John Kerry, le démocrate qui va affronter le président républicain sortant George W. Bush lors de l'élection du 2 novembre. M.M. McCain et Kerry partagent une expérience de vétérans de la guerre du Vietnam.

«Rappelons-nous que nous ne sommes pas des ennemis mais des camarades dans une guerre contre un véritable ennemi», a-t-il déclaré.

Mais John McCain a réaffirmé hier son soutien à M. Bush. «Nous avons besoin d'un dirigeant avec l'expérience nécessaire pour prendre des décisions difficiles et la détermination de les appliquer; un dirigeant qui continuera de nous faire progresser même s'il est plus facile de s'arrêter. Et ce président ne s'arrêtera pas tant que l'Amérique ne sera pas plus forte et plus sûre et que cette haine n'est pas vaincue», a-t-il dit en référence au terrorisme.

Le sénateur, qui avait été l'adversaire malheureux de Bush pour la candidature du parti républicain à la présidentielle de 2000, a lancé une pique visant les pays,



GARY HERSHORN REUTERS
Le sénateur John McCain salue la foule après son discours.

dont la France, qui ont refusé de participer à la guerre en Irak. Estimant que M. Bush avait réuni une importante coalition pour renverser Saddam Hussein, il a déclaré: «Nous avons reçu une aide importante de nombreux amis dans le monde, nous avons été toutefois parfois déçus par la réaction de certains autres».

John McCain a aussi fait huer le film Fahrenheit 9/11 et son réalisateur Michael Moore, présent à la tribune de presse, qu'il a qualifié de «cinéaste mal intentionné». Casquette rouge vissée sur le crâne et machouillant un chewing-gum, le cinéaste a éclaté de rire.

Fahrenheit 9/11 accuse le président Bush d'avoir menti sur les vraies raisons de la guerre en Irak et de s'être trompé d'ennemi en attaquant Saddam Hussein.

Lors d'un autre discours, l'ex-maire de New York Rudy Giuliani, également un républicain modé-

ré, a attaqué John Kerry tout en estimant: «Je ne pense pas que nous avons raison sur tout et que les démocrates ont tort sur tout. Aucun parti n'a le monopole de la vertu».

«Le président Bush considère le terrorisme mondial pour ce qu'il est. John Kerry n'a pas une vision aussi claire, précise et consistante», a affirmé M. Giuliani. Il était maire de New York lors des attentats terroristes du 11 septembre 2001 qui ont fait 2 749 morts dans cette ville.

«Ce n'est pas une critique personnelle contre John Kerry, je le respecte pour les services qu'il a rendus à la nation», a assuré M. Giuliani.

«Mais il est important de voir les différences d'approche entre les deux hommes: le président Bush est un dirigeant qui est prêt à maintenir des décisions difficiles même si l'opinion publique change; le passé d'élus de John Kerry laisse suggérer que c'est un homme qui change de position même sur les questions importantes», a affirmé l'ex-maire de New York.

Les républicains ont multiplié hier les références aux attentats du 11 septembre 2001 au premier jour de leur convention à New York.

Outre l'ex-maire Rudolph Giuliani, la veuve d'un pompier tué dans l'effondrement des tours du World Trade Center, la sœur du pilote de l'avion précipité sur le Pentagone à Washington, et l'épouse d'un passager du vol 93 qui s'est écrasé en Pennsylvanie, se sont exprimées sur le podium.

Le parti de George W. Bush a choisi New York pour sa convention pour rappeler aux Américains le rôle joué par le président après les attentats. Sa cote de popularité avait alors grimpé vers les sommets. Elle est depuis retombée autour de 50 % alors qu'il doit affronter le démocrate John Kerry lors de la présidentielle du 2 novembre.

Des familles des victimes des attentats s'étaient indignées au début de la campagne électorale de l'utilisation d'images de ces attentats dans des spots télévisés réalisés au profit de George W. Bush.

Agence France-Presse

L'imam «assagi» fait son entrée en politique

ANDREW MARSHALL

Bagdad — L'imam chiite radical Moktada Sadr a ordonné à ses miliciens de l'armée du Mehdi de cesser les attaques contre les forces américaines et du gouvernement irakien et s'apprête à présenter un programme politique, ont annoncé hier plusieurs de ses collaborateurs.

Le gouvernement intérimaire irakien avait à plusieurs reprises exhorté Sadr à désarmer sa milice et à abandonner la lutte armée pour participer à la vie politique du pays dans la perspective des élections prévues au mois de janvier.

«L'armée du Mehdi se tourne désormais vers la lutte pacifique. Nous verrons à l'avenir, cela pourrait changer. Mais pour l'instant, [la milice] est pacifique», a déclaré à Reuters le cheikh Mahmoud al Soudani, un collaborateur de Sadr.

«Moktada va annoncer sa participation au processus politique irakien. Il ne participera pas directement aux élections, mais il désignera et soutiendra quelqu'un, quelqu'un de son camp ou d'ailleurs», a-t-il ajouté.

Un accord, obtenu grâce à la médiation du grand ayatollah Ali Sistani, la plus haute autorité de la communauté chiite en Irak, a mis fin vendredi à trois semaines de combats entre les miliciens de Sadr et les forces américano-irakiennes à Najaf.

En vertu de cet accord, les miliciens de l'armée du Mehdi ont quitté l'enceinte du mausolée d'Ali, le lieu le plus vénéré de l'islam chiite, où ils étaient retranchés, tandis que l'armée américaine a accepté de se retirer de Najaf.

Mais, si Najaf est sortie de la crise, des combats sporadiques ont éclaté depuis dans d'autres villes irakiennes, en particulier à Mossoul où de violents accrochages ont mis au prise les insurgés et l'armée américaine.

«En raison de la situation à Najaf et dans les provinces [...] nous demandons à tous les membres de l'armée du Mehdi de cesser les combats sauf en cas de nécessité, et d'être patients jusqu'à ce que le programme politique que les partisans de Sadr élaborent soit divulgué», a déclaré le cheikh Ali Smeïssine, qui s'adressait à la chaîne de télévision libanaise chiite Al Manar.

«Nous avertissons le gouvernement irakien que le mouvement de Sadr va annoncer un important programme politique», a-t-il ajouté.

Même si la décision de Sadr apparaît comme une bonne nouvelle pour le gouvernement du premier ministre Iyad Allaoui, qui peinait à contenir l'insurrection jusqu'à l'intervention de Sistani, elle marque aussi l'apparition d'un opposant politique de très grande importance.

Sadr s'est en effet assuré un très large soutien au sein de la communauté chiite, la plus importante du pays, par ses attaques répétées contre le gouvernement irakien et contre la présence des forces américaines dans le pays.

Reuters

Les talibans annoncent de nouveaux attentats

Kaboul — Les talibans ont averti hier qu'ils avaient l'intention de commettre d'autres attentats d'ici à l'élection présidentielle du 9 octobre en Afghanistan, après l'explosion d'une voiture piégée à Kaboul, qui a fait au moins 12 morts et des dizaines de blessés.

Trois Américains et trois Népalais sont au nombre des tués dans l'attentat, qui visait les locaux de la compagnie internationale de sécurité DynCorp, laquelle fournit des gardes du corps au président afghan Hamid Karzaï et participe à la formation de la police nationale.

Un commandant taliban a prévenu que toute ville où les Occidentaux seraient présents pourrait devenir la cible d'un attentat d'ici aux élections, que le président sortant, Hamid Karzaï, allié des Américains, a de bonnes chances de remporter.

«Nous avons lancé nos opérations à Kaboul, dans le cadre de nouveaux préparatifs», a déclaré le mollah Daudullah, l'un des dix membres du Conseil taliban dirigé par le mollah Omar, allié d'Oussama ben Laden et de son réseau al-Qaïda.

«Nous commettrons d'autres attentats à la bombe à Kaboul et un grand nombre de nos moudjahidines sont présents dans les villes où les forces d'occupation des infidèles sont stationnées», a-t-il dit à Reuters par téléphone satellitaire.

L'explosion de dimanche, la plus importante dans la capitale afghane depuis près de deux ans, suscite de nouvelles inquiétudes concernant la détérioration des conditions de sécurité. L'ambassade des États-Unis a conseillé hier aux ressortissants américains d'éviter les installations militaires, les bâtiments administratifs afghans et d'organisations internationales, les endroits bondés comme les bazars et les restaurants, les cafés Internet fréquentés par les étrangers.

Reuters

Déclarations malheureuses de Bush sur le terrorisme

Washington — Le président américain George W. Bush a prévenu hier qu'il ne fallait pas espérer gagner la guerre contre le terrorisme, offrant aux démocrates en campagne électorale une belle occasion de tirer à boulets rouges sur sa politique étrangère. «Je ne pense pas que vous pouvez gagner» la guerre contre le terrorisme, a déclaré M. Bush en réponse à une question de la chaîne de télévision NBC.

Bien qu'accompagnée de précautions oratoires, cette petite phrase a été immédiatement exploitée par l'équipe de campagne démocrate qui espère conquérir la Maison-Blanche le 2 novembre.

Quelques petites heures plus tard, le candidat démocrate à la vice-présidence John Edwards, en campagne en Caroline du Nord, pouvait rebondir sur cet apparent aveu de faiblesse, voire une «déclaration de défaite».

«Après avoir pendant des mois écouté les républicains, qui fondaient leur campagne sur leur capacité particulière

à gagner la guerre contre le terrorisme, maintenant le président dit qu'on ne peut pas gagner la guerre contre le terrorisme!», a lâché M. Edwards dans un discours à Wilmington. «Mais ce n'est pas le moment de reconnaître la défaite. Ce ne sera ni facile ni rapide, mais nous avons un plan exhaustif à long terme pour rendre l'Amérique plus sûre», a enchaîné M. Edwards, opposant le programme de l'équipe qu'il forme avec John Kerry à une litanie de d'«erreurs de calcul» de l'administration Bush.

En l'espace de quelques jours, c'est la deuxième fois que le président Bush est pris au piège de ses propres déclarations. Dans un entretien au New York Times de vendredi, M. Bush avait reconnu qu'il avait fait «une mauvaise évaluation des conditions» en Irak après la chute de l'ancien régime, la mettant sur le compte d'une victoire plus facile et rapide que prévu.

Le camp démocrate avait aussitôt réagi, Rand Beers, le conseiller de M. Kerry pour la sécurité nationale,

soulignant que «le président a finalement renoncé à son refus obstiné d'admettre l'échec de ses plans».

Le chaos de l'après-guerre en Irak ne résulte pas d'une mauvaise évaluation, c'est tout simplement de la négligence de la part du président, [...] c'est une faute majeure», a renchéri hier le général Wesley Clark, qui participe à la campagne des démocrates. Sur la chaîne de télévision Fox News, le général Clark, ancien commandant suprême des forces alliées en Europe, a également réfuté la déclaration de M. Bush sur une prétendue impossibilité de gagner la guerre contre le terrorisme. «Je crois qu'on peut gagner cette guerre, comme on a gagné la guerre froide», a-t-il déclaré, expliquant que la victoire impliquait notamment de lutter contre l'idéologie des terroristes, afin de les empêcher de recruter des militants, et de faire front uni avec des pays alliés.

Agence France-Presse

ACTUALITÉS

PROVINCES

SUITE DE LA PAGE 1

Il n'y a peut-être pas eu de rencontre officielle, réplique-t-on à Ottawa, mais il y a eu des « discussions » et des « échanges informels ». Au bureau du premier ministre, on convient que ces consultations sont restées bilatérales, mais on dit qu'elles ont eu lieu à « tous les niveaux ». Ce qui voudrait dire au niveau des fonctionnaires, ministres et premiers ministres, mais on n'a pas voulu le confirmer.

« On n'a pas diffusé un document comme tel, mais on discute des points communs et des divergences. Mais pour ce qui est de notre position, notre plateforme électorale la détaillait très bien », a indiqué une des porte-parole du premier ministre, Melanie Gruer. Elle reconnaît que les provinces ont des questions, « mais notre position est dans la plateforme ». Elle ignorait s'il y aurait une rencontre préparatoire avant la conférence.

Le ministre fédéral de la Santé, Ujjal Dosanjh, s'est présenté à la rencontre de ses homologues provinciaux, la semaine dernière à Toronto, mais il s'y est invité pour leur rappeler qu'Ottawa n'avait pas les moyens d'accepter leur proposition d'assurance médicaments pancanadienne.

Cet état de fait a surpris le proche conseiller d'un ancien premier ministre provincial. Vétéran des conférences des premiers ministres, il confiait hier au *Devoir* que davantage de travail devrait normalement avoir été fait à ce point-ci, surtout pour une conférence qui doit se tenir en public, comme l'a promis M. Martin. À son avis, les points de consensus doivent être clairement connus des participants, en particulier les fonctionnaires, sinon il sera très risqué de travailler sous le feu des projecteurs.

Or Paul Martin a beaucoup misé sur cette conférence, faisant de la santé le cœur de son programme électoral. Il avait même dit que la conférence durerait aussi longtemps que nécessaire pour en arriver à un plan de réforme sur dix ans capable d'assurer la viabilité du système pour une génération. La réaction assez froide des provinces et la décision du premier ministre albertain Ralph Klein de bouder deux des trois jours de réunion l'ont obligé à modérer ses attentes. Il reconnaissait la semaine dernière qu'il faudrait peut-être plus d'une réunion pour arriver à ses fins.

Les provinces, de leur côté, continuent de se préparer pour la rencontre. Après les ministres provinciaux de la Santé et des Finances, les premiers ministres des provinces se réuniront à Toronto à partir de demain pour peaufiner leur position. Le premier ministre albertain Ralph Klein ne compte pas s'y rendre cependant.

Le fossé entre Ottawa et les provinces est davantage apparu à la fin juillet à l'issue de la réunion des premiers ministres provinciaux. Ils ont défendu une position qui a brouillé les cartes d'Ottawa. Au cœur de cette position, il y a la suggestion de transférer au fédéral des programmes provinciaux d'assurance médicaments. Le Québec conserverait le sien, mais recevrait sa part des fonds fédéraux. La réplique d'Ottawa n'a pas tardé ni changé. Pas question, car cela coûterait trop cher, le ministre des Finances, Ralph Goodale, parlant même d'une facture éventuelle de 12,5 milliards par année.

Le plan des libéraux prévoyait une aide pour les coûts catastrophiques des médicaments, mais ce n'était qu'un volet d'un plan d'ensemble qui donnait priorité à la réduction des listes d'attente. Les libéraux proposaient un investissement d'au moins neuf milliards en santé, dont quatre milliards sur cinq ans pour s'attaquer aux listes d'attente dans cinq secteurs et deux milliards sur cinq ans pour le développement des soins à domicile. Aucune somme n'était allouée pour l'amélioration des soins de première ligne ou pour s'attaquer aux coûts catastrophiques de certains médicaments. Les provinces avaient froidement réagi à ce plan, jugeant les investissements timides et n'appréciant pas de voir le fédéral décider des priorités de réforme dans leur champ de compétence.

Président du Conseil de la fédération, le premier ministre ontarien Dalton McGuinty a invité hier ses homologues fédéral et provinciaux à faire preuve d'ouverture lors de la rencontre de septembre. « Je pense que les Canadiens attendent de nous la preuve que nous ferons avancer les choses à cette réunion. Je suis convaincu que nous le pouvons si nous nous présentons dans le bon état d'esprit. Mon conseil à mes homologues est de garder la tête froide », a-t-il dit lors d'une visite à la faculté de médecine de l'Université d'Ottawa.

Il a toutefois rappelé que la proposition d'assurance médicaments des provinces était sérieuse et méritait d'être examinée avec attention. « Si le gouvernement fédéral a une solution de rechange, voyons ce qu'il a à offrir. » Il a noté que si Ottawa prenait le relais de l'Ontario, cette province se retrouverait avec 3,7 milliards pour financer les réformes qu'elle a déjà entreprises.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organismes reconnus dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organismes, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

ENTENTES

SUITE DE LA PAGE 1

parce qu'elle dit que pour [faire les choses différemment], il faut la permission du syndicat local et de la commission scolaire, ce qui a toujours été refusé par les syndicats.

Par ailleurs, les collèges, qui bénéficient de cette même autonomie depuis 1985 sans jamais l'avoir utilisée, seraient désireux d'activer une disposition similaire dans le cadre de leur négociation, pour favoriser les pourparlers locaux en dehors d'une convention nationale. Le projet de loi 30, adopté sous le bâillon par les libéraux en décembre et qui fait l'objet d'une contestation juridique dans le secteur de la santé, ouvre la porte à des ententes locales et à l'intervention d'un arbitre au bout de 24 mois de tentatives infructueuses entre les deux parties. Les cégeps seraient intéressés par un tel modèle.

« Je ne peux pas commenter cet élément en particulier, sauf en vous disant qu'évidemment on regarde tous les aspects », répond le ministre en entrevue.

Du côté patronal, l'heure est à la quête d'autonomie dans le réseau scolaire. Alors que le secteur public est en pleine négociation, les organisations commencent à indiquer qu'une plus grande liberté ne pourra éviter de passer par une organisation du travail plus flexible. Pendant ce temps, les syndicats s'échauffent et organisent leur riposte.

Très prudent dans ses commentaires, le ministre Pierre Reid reconnaît que si les commissions scolaires et les écoles ont gagné avec la décentralisation, « au niveau de l'organisation du travail, il faut bien se rendre à l'évidence que l'autonomie n'a pas eu

un parallèle aussi évident ». « Nous souhaitons, et c'est une demande au niveau des négociations, que ça change », explique-t-il, ajoutant dans un même élan que la souplesse « n'est pas qu'une question de convention collective », mais aussi de plus grande liberté administrative.

Alors que la grogne atteint des sommets dans le secteur collégial, que les étudiants fulminent contre de récentes décisions de sabrer les bourses pour gonfler l'endettement, que les enseignants prédisent qu'ils ne laisseront pas passer le train de l'autonomie sans rugir, le ministre de l'Éducation fait la tournée des médias pour souligner la rentrée. Mais il est sur ses gardes.

« Je ne peux pas commenter publiquement », répète-t-il maintes fois au cours de l'entrevue, fermant la porte à nombre de questions sur les certifications intermédiaires, la formation générale différenciée, l'habilitation des diplômés, et la négociation en cours au collégial. « Tant que je ne serai pas prêt, je ne donnerai pas d'indication de l'endroit où je veux aller », explique-t-il au sujet de son plan d'action en matière de collèges, qui alimente beaucoup les rumeurs et l'insatisfaction.

« Je sais qu'il y a un malaise [dans le réseau], une confusion. Mais c'est bien pire une confusion dans l'action qu'une confusion dans l'expectative », ajoute Pierre Reid, précisant que ses intentions ne seront sans doute pas dévoilées avant le forum national prévu pour octobre.

Au terme du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial — dont il reverrait une partie de la formule, si c'était à refaire —, M. Reid a livré un discours touffu. « J'ai fermé beaucoup de portes avec ça, par exemple sur l'abolition des cégeps, et j'ai donné des balises qui encadrent la réflexion. »

Bombardé de toutes parts depuis le début de la

rentrée, essentiellement en raison de son silence, le ministre affirme qu'il n'a pas à batailler ferme pour convaincre ses collègues du conseil des ministres que l'éducation est une priorité. « J'ai autant d'amis qu'il y a de ministres autour de la table, et ce n'est pas une boutade », affirme-t-il, interrogé sur son poids dans le gouvernement, dans un contexte budgétaire jugé difficile.

Sabrer 100 millions dans l'aide financière a été une décision « très très difficile à prendre ». Ayant à répondre à un engouement sans pareil des Québécois pour les études universitaires, le ministre n'avait d'autre choix que de piger dans la poche des étudiants, affirme-t-il. « Ne rien faire aurait signifié une perte de la qualité du diplôme », explique Pierre Reid, évoquant à mots couverts le spectre des commissions. « De l'autre côté, on savait qu'on augmentait l'endettement, mais sans toucher à l'accessibilité. »

L'équation budgétaire qui s'annonce au printemps ne sera pas plus facile, affirme-t-il, refusant de faire des conjectures sur les sommes prévues pour l'éducation. « Évidemment, ce n'est déjà pas facile pour le gouvernement du Québec et, dans le secteur universitaire, l'engouement pour les études vient compliquer les choses », dit-il, précisant qu'il n'était plus question de toucher à l'aide financière pour l'heure.

Le ministre a par ailleurs confirmé que son chef de cabinet, François Grenon, quitterait son équipe sous peu. Son successeur sera choisi au cours du prochain mois. Il s'agira du troisième chef de cabinet du ministre depuis sa nomination comme ministre, lors de l'arrivée des libéraux au pouvoir. Marie-Claude Champoux avait plus tôt quitté son cabinet pour devenir attachée de presse du premier ministre.

Le Devoir

OTAGES

SUITE DE LA PAGE 1

L'Armée islamique en Irak, un groupe qui a revendiqué samedi soir le rapt de deux hommes, avait donné à la France 48 heures pour qu'elle annule sa loi interdisant le port du voile islamique dans les écoles publiques. Ce que Paris n'a pas l'intention de faire.

Le secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères, Hubert Colin de Verdière, se trouvait hier à Bagdad pour tenter d'obtenir la libération de Christian Chesnot de Radio France, et Georges Malbrunot, travaillant notamment pour le quotidien *le Figaro*.

« Il a eu, dès son arrivée, une série de contacts avec des personnalités susceptibles d'aider à trouver une solution au problème des otages », a affirmé à l'AFP l'ambassadeur de France à Bagdad Bernard Bajelet.

Il a notamment rencontré le Comité des oulémas musulmans, une des principales organisations sunnites, qui s'est prononcée sans ambiguïté pour la libération des deux journalistes.

Les deux journalistes avaient disparu le 20 août, probablement sur la route entre Bagdad et Najaf. L'Armée islamique en Irak a déjà revendiqué les meurtres de plusieurs otages, dont celle, la semaine dernière, du reporter italien Enzo Baldoni.

Le chef de la diplomatie française, Michel Barnier, est allé pour sa part en Égypte où il a rencontré plusieurs responsables officiels et musulmans alors que les appels à la libération des journalistes se multipliaient dans les pays arabes et en France.

M. Barnier s'est rendu ensuite en Jordanie où il doit rencontrer aujourd'hui son homologue jordanien Marwan Moasher.

Le premier ministre irakien Iyad Al-laoui a pour sa part estimé que cette affaire montrait qu'il « n'y a pas de neutralité possible » en Irak et que ceux qui ne « combattent pas » aux côtés du gouver-



Les otages français Christian Chesnot et Georges Malbrunot apparaissent sur cette image extraite de la vidéo diffusée hier par la chaîne satellitaire al-Jazira, du Qatar.

nement n'échappent pas au terrorisme.

En outre, cheikh Naïm al-Qaabi, directeur du bureau de Moqtada Sadr à Bagdad, a annoncé que le jeune chef chiite avait appelé à Najaf « l'arrêt des combats dans tout l'Irak et l'entrée dans le processus politique de son mouvement ». (voir page A 5)

Moqtada Sadr qui jurait encore, il y a peu, de combattre jusqu'à la mort « l'occupant » américain, doit expliquer dans deux jours ce retournement, selon son plus proche conseiller politique, cheikh Ali Soumeisim.

Appels à la libération des journalistes

Les appels à la libération des deux journalistes français se multipliaient hier à l'approche de la fin du délai donné par les ravisseurs, des parties arabes de tous bords, radicales comme modérées, demandant de les épargner.

« J'exhorte tout le monde à en finir avec cette affaire le plus rapidement possible afin de nous épargner des conséquences dont nous pouvons nous passer », a dit le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, à l'issue d'un entretien au Caire avec le ministre français des Affaires étrangères Michel Barnier.

Ce dernier a été dépêché par Paris dans la région pour entrer en contact avec toutes les parties qui pourraient aider à la libération de Christian Chesnot et Georges Malbrunot.

Mais le gouvernement français a assuré que la loi « sera appliquée » comme prévu jeudi, jour de la rentrée scolaire en France.

La chaîne satellitaire al-Jazira, qui se contente d'habitude de diffuser les vidéos des preneurs d'otages, a réclamé dans un communiqué la « libération immédiate » des deux reporters.

En Jordanie, plusieurs voix se sont élevées contre ce rapt. La porte-parole du gouvernement Asma Khodr a estimé que de tels actes ne servaient « ni les causes des Arabes ni des musulmans ».

Les journaux locaux ont de leur côté affirmé que la France était un pays ami de ces causes. « La France reste le pays européen qui sympathise le plus avec les causes arabes qu'elle soutient, particulièrement en Palestine et en Irak », selon le quotidien *al-Diyar*.

Le quotidien progouvernemental *al-Rai* a publié une caricature montrant quatre hommes masqués devant une plume muselée avec une légende: « Non à la stupidité politique. »

dozers génétiques et leurs centres commerciaux de psychotropes.

De la fin de l'histoire à la fin de l'homme

Fukuyama a défrayé la manchette, et a été très critiqué, au début des années 90, lorsqu'il a affirmé que la fin de la guerre froide correspondait à « la fin de l'histoire », ce qui ne signifiait pas, contrairement à ce qu'on a pu dire, la fin de tout événement.

Il publiait il y a deux ans *Our Posthuman Future: Consequences of the Biotechnology Revolution*, titre traduit en français par *La Fin de l'homme?* (Gallimard, Folio actuel). Il y affirmait que les prédictions d'Aldous Huxley, auteur du roman *Le Meilleur des Mondes*, étaient en train de s'avérer et que notre société ivre de technologie pourrait bien abolir l'humain. Il s'inquiétait en particulier de la vogue des antidépresseurs comme le Prozac et des stimulants comme la Ritaline, médicaments utiles dans bien des cas, reconnaissait-il, mais surutilisés actuellement et souvent en guise de « pilules du bonheur ». Récemment, Fukuyama, qui est aussi membre du Comité de bioéthique du président des États-Unis, réclamait des lois strictes pour limiter l'usage des antidépresseurs, mais aussi des médicaments contre l'Alzheimer.

Son but: faire en sorte que seules les personnes véritablement malades y aient accès. Et non pas celles qui veulent s'en servir pour apaiser les émotions difficiles — le deuil, par exemple — ou, dans le cas des médicaments contre l'Alzheimer, comme neurostimulant (« brain-booster »). Pour être un humain au sens fort, il faut selon Fukuyama pouvoir posséder toutes les « capacités émotionnelles » de l'espèce. Or, les « médicaments de l'âme » et les thérapies géniques à venir forgeront un monde où certaines de ces émotions, surtout les négatives, seraient annihilées. Dans son article de *Foreign Policy*, il reprend à cet égard un argument abordé dans *La Fin de l'homme*: « Nos bonnes caractéristiques sont étroitement liées à nos mauvaises. Si nous n'étions ni violents ni agressifs, nous serions incapables de nous défendre; si le sentiment de l'exclusivité ne nous habitait pas, nous ne serions jamais loyaux à l'égard de ceux qui nous entourent; si nous n'avions jamais ressenti de jalousie, nous n'éprouve-

rions à l'inverse jamais de sentiment amoureux. »

Réplique

La réplique à Fukuyama de la part des transhumanistes ne s'est pas fait attendre. « Fukuyama semble cultiver des cauchemars du type X-Men dans lesquels les post-humains améliorés cherchent à en finir avec les humains normaux », écrivait Ronald Bailey dans le site Web de la revue Reason la semaine dernière. Bailey, qui a été journaliste scientifique à Forbes et à ABC, souligne que les transhumanistes disent militer pour que tous bénéficient des progrès technologiques qui s'en viennent. De plus, argue-t-il, ces progrès permettront aux enfants défavorisés par la nature d'obtenir des caractéristiques que les enfants « chanceux » possèdent, ce qui « aura pour effet d'améliorer leur santé et leur intelligence. Bref, il est plus probable que l'ingénierie génétique du futur réduise plutôt qu'elle n'exacerbe les inégalités humaines ». Bailey conclut en disant que si Foreign Policy lui avait posé sa question sur « l'idéologie la plus dangereuse du siècle », il aurait répondu: « interdire le progrès technologique au nom de l'humilité », cherchant à tourner en dérision un des arguments de Fukuyama.

Avenir

Cette querelle entre Fukuyama et Bailey s'inscrit en fait dans un débat américain plus large sur la technologie, lequel a opposé deux camps ces dernières années: d'un côté, les Jeremy Rifkin (critique des OGM), Leon Kass (qui s'élève contre le clonage et les recherches sur les cellules souches) et Bill Joy (informaticien qui a publié dans la revue *Wired* un pamphlet intitulé « Pourquoi le futur n'a pas besoin de vous »). De l'autre côté, ceux qu'on a déjà qualifiés de « techno-prophètes », tous liés de près à l'AMT: le Raymond Kurzweil (qui annonce l'âge des machines spirituelles), Gregory Stock (qui estime que les parents devraient avoir la liberté de choisir, voire de modifier, les gènes de leurs enfants) et Aubrey de Grey (biologiste qui cherche à augmenter radicalement l'espérance de vie humaine).

Par ailleurs, notons que Nexus, une section de l'AMT, a été fondée il y a un an à Montréal et est animée par Justice De Thézier, un étudiant en « science, technologie et société » à l'UQAM.

Le Devoir

LES SPORTS

TENNIS

Federer et Williams accèdent au second tour à Flushing Meadows

New York — Le champion des Internationaux d'Australie et de Wimbledon, Roger Federer, a amorcé avec succès sa quête d'un troisième titre du grand chelem cette saison, hier, alors qu'il a défait Albert Costa, le champion des Internationaux de France, 7-5, 6-2, 6-4 dans un match du premier tour des Internationaux des États-Unis.

Par un après-midi très humide au National Tennis Center, Federer s'est présenté à ce tournoi investi d'une mission. Il n'est jamais allé plus loin que la ronde huitième de finale en quatre présences au dernier tournoi du grand chelem de la saison.

Mais il se retrouve maintenant avec le titre de favori du tournoi et il a été efficace contre Costa, qui est plus à l'aise sur la terre battue que sur les surfaces dures comme celles de Flushing Meadows.

Federer a eu besoin de deux heures et quatre minutes pour battre Costa, qui avait partagé les honneurs de ses quatre affrontements précédents contre le Suisse.

«J'avais subi la défaite les deux dernières fois contre lui, une fois sur terre battue, l'autre sur surface dure, a souligné Federer. Il sait comment me battre. J'ai commencé à comprendre comment il fallait faire contre lui aujourd'hui, alors j'en suis bien heureux.»

Federer a réussi 11 aces contre seulement un pour Costa et il aura finalement eu la vie facile.

Le prochain adversaire de Federer sera Marcos Baghdatis, de Chypre. L'ancien champion junior mondial en 2003, issu du tournoi de qualification, a défait le Français Gregory Carraz, qui le devançait pourtant par 156 places au classement mondial.

En soirée, l'Américain Todd Martin subissait la défaite contre Fabrice Santoro, 4-6, 6-4, 6-4, 7-5, et annonçait aussitôt sa retraite.

Andre Agassi, lui, a montré

qu'il avait encore de l'étoffe alors que l'Américain de 34 ans a vaincu Robby Ginepri 7-6 (5), 6-4, 6-2.

Chez les femmes, Serena Williams, la troisième tête de série du tournoi, a facilement disposé de la Tchèque Sandra Kleinova 6-1, 6-3 même si l'Américaine en était seulement à son premier affrontement en quatre semaines et demie.

Vêtue d'un ensemble spectaculaire — bottes noires en cuir, jupe en jean, maillot noir avec clous en métal — Williams ne semblait souffrir d'aucune séquelle du malaise au genou gauche qu'il avait gênée en juillet.

Jennifer Capriati, la huitième tête de série, a mal commencé son match contre Denisa Chladkova mais elle s'est finalement imposée 2-6, 6-1, 6-2. Hésitante au début, l'Américaine a finalement décidé de s'affirmer par la suite.

Dans les autres matchs, la deuxième tête de série Amélie Mauresmo a défait l'Américaine Marissa Irvin 6-4, 6-2 à son match du premier tour. L'ancienne championne de Wimbledon Conchita Martínez s'est inclinée contre la 31^e tête de série Maria Vento-Kabchi 0-6, 6-2, 6-3, tandis que la 12^e tête de série Ai Sugiyama a profité des 38 erreurs non provoquées de Teryn Ashley pour s'imposer 7-5, 6-2.

La sixième tête de série, la Russe Elena Dementieva, a défait sa compatriote Dinara Safina 2-6, 6-1, 6-2, tandis qu'une autre Russe, la 10^e tête de série Vera Zvonareva, a eu raison de la Slovaque Henrieta Nagyova 6-1, 6-1.

La 18^e tête de série, la Croate Karolina Sprem, a cependant été vaincue par sa compatriote Jelena Kostanic 6-3, 2-6, 6-4.

La Torontoise Maureen Drake, la seule Canadienne au sein du tableau féminin, a été éliminée 6-2, 6-4 par l'Espagnole Magui Serna.

Associated Press



JOHN SOMMERS REUTERS

Roger Federer retourne une balle à Albert Costa.

Cubs 5, Expos 2

Troisième défaite de suite des Expos

RICHARD MILO

Les Expos se sont fait voler un point, ils ont fait cadeau de trois points et ils devaient se mesurer à Greg Maddux.

Faut-il en dire plus.

Ce n'était pas la soirée des Expos et ils se sont inclinés 5-2 contre les Cubs de Chicago hier soir pour subir une troisième défaite de suite, un cinquième revers en huit matchs depuis le début de leur séjour à domicile.

Alors qu'ils tiraient déjà de l'arrière 5-0 à la quatrième, Tony Batista a raté un circuit par quelques millimètres près du poteau de démarcation du champ gauche, un bon reflet de la rencontre où rien

n'a fonctionné pendant presque toute la soirée.

Tout a fait boulé de neige après que l'arbitre du marbre Ted Barrett eut privé les Expos d'un point qui leur aurait donné l'avance 1-0, à la deuxième. Il a déclaré que Juan Rivera était retiré même si le coureur avait balayé le marbre avec sa main gauche après qu'il eut effectué une superbe glissade pour éviter que le receveur Paul Bako n'applique la balle contre lui.

La décision de l'arbitre a changé l'allure du match.

Maddux (13-8), qui a remporté la 300^e victoire de sa carrière le 7 août, a travaillé sept manches, n'allouant que cinq coups sûrs et aucun but sur balles.

BASEBALL

LIGUE NATIONALE				LIGUE AMÉRICAINE			
Section Est				Section Est			
G	P	Moy.	Diff.	G	P	Moy.	Diff.
Atlanta	76	54	585	New York	81	49	623
Florida	67	62	519	Boston	76	53	589
Philadelphia	65	66	496	Tampa Bay	59	71	454
New York	60	70	462	Baltimore	58	71	450
Montréal	55	76	420	Toronto	54	77	412
Section Centrale				Section Centrale			
St. Louis	86	44	662	Minnesota	72	58	554
Chicago	72	59	550	Cleveland	66	66	500
Houston	68	63	519	Chicago	63	65	492
Cincinnati	62	68	477	Detroit	60	70	462
Pittsburgh	61	69	469	Kansas City	45	84	349
Milwaukee	55	74	426				
Section Ouest				Section Ouest			
Los Angeles	76	54	585	Oakland	77	53	592
San Diego	71	59	546	Anaheim	75	55	577
San Francisco	72	61	541	Texas	73	56	566
Colorado	55	75	423	Seattle	50	80	385
Arizona	41	90	313				

Hier
Chicago Cubs 5 Montréal 2
Atlanta 7 San Francisco 6
Houston 11 Cincinnati 3
Florida 6 N.Y. Mets 4
Pittsburgh 5 Milwaukee 1

Le plongeur prend des vacancesP

Alexandre Despatie et les autres athlètes olympiques reçoivent un bel accueil

MARC DELBÉS

Quarante-huit heures après sa contre-performance à la tour de 10 mètres aux Jeux olympiques d'Athènes, le plongeur Alexandre Despatie a cuvé sa déception et il refuse de s'apitoyer sur son sort.

A la tête d'une délégation d'une quarantaine d'athlètes olympiques de retour au pays, Despatie et les autres ont reçu un accueil chaleureux de la part d'une centaine d'admirateurs et de parents, hier après-midi, à l'aéroport international Montréal-Trudeau.

Despatie, médaillé d'argent au tremplin de trois mètres, était soulagé de constater qu'il conserve l'affection du public même s'il n'a pu ramener une autre médaille à la tour de 10 mètres, sa spécialité.

«Le monde est content et ça fait tellement plaisir à voir, a confié Despatie. Je ne pense pas qu'une autre médaille aurait fait une différence. Les gens sont ici parce qu'ils voulaient venir. Leur soutien est sincère, on le sent.»

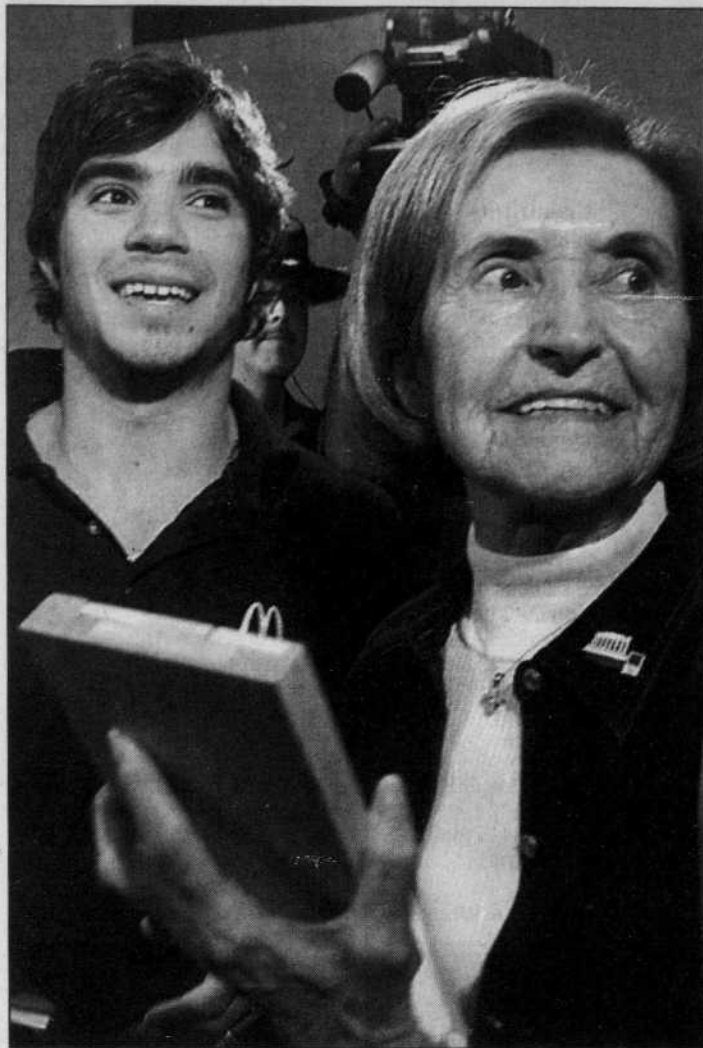
Le jeune athlète de 19 ans, heureux de retrouver ses proches dont son amie de cœur et sa grand-mère, avoue toutefois qu'il a vécu des moments difficiles dans les minutes qui ont suivi sa quatrième position à la tour, samedi.

«Immédiatement après, je me sentais mal car beaucoup de gens attendaient que je gagne une médaille à cette épreuve. Tu penses que c'est la fin du monde. J'étais étonné. Mais quelques heures plus tard, je me sentais déjà mieux. Quand on y pense bien, je ne suis pas à plaindre. J'ai vécu mes deuxièmes Jeux, je suis en santé et j'ai obtenu une médaille d'argent, une quatrième et une cinquième positions. Ce n'est pas comme si les Jeux avaient été un échec total pour moi.»

Des vacances

Le Canada a totalisé 12 médailles, dont trois d'or. C'est deux de moins qu'à Sydney en 2000. Les amateurs ont-ils tort d'accorder autant d'importance à la conquête de médailles de la part de nos athlètes aux Jeux olympiques? Despatie refuse de les blâmer.

«Le monde est content et ça fait tellement plaisir à voir»



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Alexandre Despatie a été accueilli par sa grand-mère, hier, à son arrivée à Montréal.

«C'est normal que les gens s'attendent à quelque chose. Je suis moi-même un athlète et, pourtant, quand le Canadien joue en séries, je tiens à ce que l'équipe passe au prochain tour. C'est pour ça que le sport est si intéressant et qu'il passionne autant les gens.»

Mais il ne croit pas que ces attentes élevées ont mis une pression indue sur lui ou les autres membres de l'équipe de plongeon.

«Entre athlètes, nous savions que les résultats décevants de la première semaine des Jeux suscitaient de la déception. Mais je ne pense pas qu'il faut prendre le poids de tout le pays sur nos

épaules. Moi, je ne ferai pas ça et l'équipe de plongeon ne l'a pas fait non plus.»

Devant les résultats décevants de l'ensemble de l'équipe olympique canadienne, Despatie cite en exemple l'Australie, dont la progression au fil des dernières années n'est pas le fruit du hasard.

«En Australie, on a fait du sport une culture et on voit les résultats que cela produit», a-t-il dit.

Despatie s'accordera maintenant cinq ou six semaines de repos complet du plongeon.

«J'ai besoin de ne plus penser au plongeon pendant un bout de temps, a-t-il dit. Mais je me connais. Dans deux ou trois semaines, je vais arracher les murs pour retourner dans la piscine.»

Presse canadienne

Jeux de Pékin

La Chine prépare une razzia de médailles

Athènes — Deuxième du classement général des médailles aux Jeux olympiques d'Athènes juste derrière les États-Unis, la Chine est d'ores et déjà prête à accueillir les JO à Pékin en 2008. Elle pourrait effectuer une véritable razzia au vu des performances signées dans la capitale grecque.

A Athènes, où elle a terminé avec 32 médailles d'or contre 35 aux USA, elle a en effet obtenu des médailles dans des sports éloignés de ses traditions, comme la planche à voile. Yin Jian a ainsi fini médaillée d'argent derrière la Française Faustine Merret.

«La planche n'est pas très populaire en Chine, mais il y a désormais des centres d'entraînement dans toutes les grandes villes du littoral», a expliqué Yin Jian.

«Les Chinois sont allés chercher des niches là où il y a matière à obtenir des résultats», analyse Henri Sérandour, le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF). «Ils ont aussi mis l'accent sur les sports féminins, puisqu'à Athènes il y avait 174 garçons pour 237 filles.»

Les Chinois se mettent aussi à briller dans des disciplines de l'athlétisme dont ils étaient absents, comme le sprint ou les haies. À Athènes, Liu Xiang est devenu champion olympique du 110m haies en égalant au passage le record du monde de la discipline, en 12,91 secondes.

La machine étatique s'est donc mise en marche pour produire du champion.

«Les Chinois, leur première championne du monde de taekwondo, à 12 ans ils l'ont sortie du basket où elle était meneuse de jeu dans sa catégorie d'âge. C'est ça, la Chine!», témoigne Philippe Boujedo, le directeur technique national du taekwondo.

«J'ai visité récemment en Chine des centres d'entraînement où sur quatre étages il n'y avait que des tables de ping pong et des filets de badminton», souligne Henri Sérandour.

«La Chine, c'est deux milliards d'habitants [1,3 milliard]. Nous sommes 60 millions, le réservoir dans sa catégorie d'âge. C'est ça, la France!», témoigne Philippe Boujedo, le directeur technique national du taekwondo.

Associated Press

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS À TOUTS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.
En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

AVIS D'INTENTION DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie 9142-6346 QUÉBEC INC. demandera au Registraire des entreprises la permission d'obtenir sa dissolution.
Le 27 août 2004.
Par: FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.R.L.
Procureurs de la compagnie

Appels d'offres

Société immobilière du Québec

Cette publication ne constitue pas un avis d'appels d'offres. Les personnes désirant soumettre une offre doivent se référer aux avis d'appels d'offres diffusés par l'intermédiaire du billboard électronique SÉAO à l'adresse suivante: www.seao.ca

QUÉBEC (1)

DOSSIER N° 94448900
Gardiennage au 5700, 4e Avenue Ouest, Charlesbourg (Québec).
Garantie de soumission: 38 000 \$
Clôture: 2004-09-16 à 15 h à Québec.

MONTREAL (2)

DOSSIER N° 94918700
Construction - ISO 9001 : 2000 au 551, route 201, Saint-Clet (Québec).
Garantie de soumission: 180 000 \$
Clôture: 2004-09-24 à 15 h à Montréal.

MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC (3)

DOSSIER N° 94800500 (1) et (3)
Désamiantage et démolition au 175, rue Marguerite-d'Youville, Nicolet (Québec).
Garantie de soumission: 150 000 \$
Clôture: 2004-09-16 à Québec

DOSSIER N° 94919700
Aménagement au 950, rue Tousignant, Cap-de-la-Madeleine (Québec).
Clôture: 2004-09-21 à Trois-Rivières

Vente de documents : SÉAO 1 866 669-7326.
Les documents de soumissions peuvent être consultés aux associations régionales de la construction (projets de construction) et aux adresses suivantes:

- (1) Bureau des soumissions, 675, boul. René-Lévesque Est, 1^{er} étage, bureau 100, Québec (Québec), (418) 643-5484.
- (2) Bureau des soumissions, 190, boul. Crémazie Est, 3^e étage, Montréal (Québec), H2P 1E2, (514) 873-5485, poste 5622.
- (3) Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec, 100, rue Laviolette, bureau RC-01 Trois-Rivières Québec, G9A 5S9, (819) 371-6035, poste 221.

Environnement Canada

Montréal

Prévisions météo

Aujourd'hui Ensoleillé avec passages nuageux max 25	Ce soir Dégagé min 14	Mercredi Ensoleillé max 24, min 14	Judi Ensoleillé max 26, min 15	Vendredi Ensoleillé max 26, min 16
--	------------------------------------	---	---	---

La météo en un clin d'œil

Hier	Normales
Max. 23	23.4
Min. 17	12.8
Precip. 19.4 mm	

Phases de la lune
9/8 9/14 9/21 9/28

Lever du soleil: 6:16
Coucher du soleil: 19:34
Inclinaison UV: -???

Canada	Le monde
St. John's 20:11	New York 27:23
Halifax 22:19	Chicago 25:13
Ottawa 22:14	Atlanta 30:18
Toronto 23:12	Miami 34:24
Winnipeg 22:9	Los Angeles 27:13
Edmonton 27:8	Rio de Janeiro 26:18
Regina 23:9	Amsterdam 21:12
Vancouver 22:15	Moscou 25:14
Whitehorse 15:3	Tokyo 26:13
Yellowknife 14:4	Sydney 18:13

Partez directement avec un prévisionniste

Météo Conseil
1-900-565-4455
Frais applicables

Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à l'URL www.meteo.ec.gc.ca

La météo canadienne sur le Web

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES

HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 985-3344
Fax: 985-3340

Sur Internet: www.ledivoir.com/avis.html
www.ledivoir.com/offres.html

Courriel: avisdev@ledivoir.com

Québec

L'ensemble des appels d'offres de la Société peut être consulté sur notre site internet www.siq.gouv.qc.ca